

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 18 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 mars 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société STEG**

190 Bis, route de Pontoise, BP 80212, 95100 Argenteuil

Références : UD95/2025/0287

### **1) Contexte/objet de l'Inspection réalisée**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement STEG implanté au 190 bis, route de Pontoise à Argenteuil (95100). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEG
- 190 bis, ROUTE DE PONTOISE 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505365
- Régime : Autorisation, IED, Non Seveso,

La société STEG accueille un atelier de traitement de surface de pièces métalliques destinées au secteur aéronautique et spatial. L'installation, autorisée par arrêté préfectoral du 15 novembre 1982, est réglementée par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2007. L'installation est « zero rejet aqueux » depuis 1995.

Suite à un incendie survenu en 2010, la société STEG a supprimé tous les systèmes électriques de chauffe sur les bains de traitement et a fait installer une nouvelle chaudière permettant de chauffer les bains grâce à un circuit et des serpentins passant dans les bains.

#### **Contexte/objet de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Action coup de poing « État des stocks des matières dangereuses »
- Vérification des constats non soldés provenant des visites d'inspection précédentes

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A ; Titre 2, Article 5 de l'APC du	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		23/10/2007		
8	Règles de gestion des rétentions et stockages associés – Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Règles de gestion des rétentions et stockages associés – Incompatibilité au sein d'une même rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II.	Demande d'action corrective	1 mois
10	Propreté	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 2 du Titre 2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Étiquetage des produits	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 1.1 du Titre 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2017	Sans objet
3	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie	Arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif à la rubrique 3260, article 10	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif à la rubrique 3260, article 10	Sans objet
7	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous avons pu constater que l'exploitant ne respecte pas certaines prescriptions applicables. Les domaines d'application de ces prescriptions non respectées peuvent se chevaucher, augmentant le risque d'accident et/ou ses conséquences.

### 2-4) Fiches de constats

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2017

**Thème(s) :** Situation administrative

**Prescription contrôlée :** Le classement des installations exploitées est actualisé comme suit :

Rubrique	Alinéa	A, D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3260		A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Volume total des cuves affectées au traitement : 37,28 mètres cubes		> 30 m³	37,28 m³
2565	2-a	A	Traitement électrolytique ou chimique des métaux	Bains de traitement sans mise en œuvre de cadmium ou cyanures	Volume de bains	> 1500 litres	38,28 m³
4120	2-a	A	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une au moins des voies d'expositions Substances et mélanges liquides	Bains de traitement : 8 bains atelier A, bains n°214 et n°215 décapage fluonitrique* décapage anodique*	Quantité totale susceptible d'être présente	≥ 10t	24,389 t
4110	2-b	DC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'expositions Substances et mélanges liquides	Produit neuf : Acide fluorhydrique	Quantité totale susceptible d'être présente	50kg ≤ <250kg	63 kg
4130	2-b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par Inhalation Substances et mélanges liquides	Bains de traitement : Bain n°206 décapage fluonitrique* décapage anodique*	Quantité totale susceptible d'être présente	1t ≤ <10t	2,052 t
4440	2	D	Solides combustibles catégorie 1,2 ou 3	Produits neufs : Trioxyde de chrome bichromate de soude anhydre Déchets : Boues d'hydroxyde métalliques Concentrats chromés - Emballages souillés	Quantité totale susceptible d'être présente	2t ≤ <50t	6,975 t
2575		D	Emploi de matières abrasives		Puissance installée des machines	> 20 kW	Sans seuil

**Constats :** Au regard de l'objet de l'Inspection visant à vérifier l'état des stocks des matières dangereuses, seul le respect des volumes autorisés au titre des rubriques 4000 a été contrôlé lors de cette inspection.

En tenant compte de l'état des stocks fourni, des produits récemment réceptionnés non intégrés à cet état des stocks (voir fiche n°2), des déchets entreposés sur site (voir fiche n°10), du volume de bains présent selon le document « volume opérationnel des cuves de traitement » dont dispose l'exploitant, il n'apparaît pas de dépassement des quantités de stockages auxquelles la société STEG est autorisée.

**Observation n°1** – La fiche de constat n°8 indique une importante quantité de produits contenus dans les rétentions placées sous les bains de traitement. Cette quantité rend l'exploitant susceptible de dépasser la quantité de produits dangereux qu'il est autorisé de détenir dans son établissement. Compte-tenu que

ce point à davantage trait à un problème de disponibilité de rétention, compte-tenu également de la difficulté de quantification et de qualification du contenu des rétentions par l'inspection et du caractère par nature ponctuel du fait reproché, il n'est pas proposé de mise en conformité pour un éventuel dépassement. Toutefois, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur les conséquences d'une mauvaise gestion des rétentions.

Nous observons que le numéro des cuves figurant au document intitulé « volume opérationnel des cuves de traitement » affiché dans le bureau du chef d'atelier n'est pas en corrélation avec les numéros indiqués sur lesdites cuves.

**Observation n°2 :** Il convient de mettre à jour le document intitulé « volume opérationnel des cuves de traitement ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : État des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Produits chimiques, Organisation

**Prescription contrôlée :** L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :** A notre arrivée sur site, nous avons demandé au chef d'atelier l'état des stocks. Celui-ci a été en mesure de l'imprimer à la demande. Nous constatons que cet état des stocks ne mentionne pas les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Par courriel du 17 avril 2025, la société STEG indique ne pas disposer de matières combustibles en stock.

L'objectif de cette prescription est de parvenir à la connaissance du potentiel combustible d'un établissement, il est donc utile que l'état des stocks mentionne par exemple les stockages de type palettes et bidons en plastique vides lorsque ceux-ci sont présents en quantité notable comme nous avons pu le constater lors de cette visite.

**Non conformité n°1 :** L'état des stocks ne mentionne pas les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Nous avons demandé à l'exploitant de nous fournir la FDS d'un produit dénommé POLIGRAT. Le document a pu nous être remis immédiatement. Lors d'Inspections précédentes, l'exploitant avait déjà pu démontrer qu'il disposait bien des FDS des produits qu'il emploie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 3 : Langue FDS

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiches de données de sécurité

**Prescription contrôlée :** La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les

États membres concernés en disposent autrement.
<b>Constats :</b> Nous avons pu constater que les fiches de données de sécurité associées aux substances ou mélanges contrôlés sont rédigées en français.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques – contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et Titre 2, Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels,
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010, article 66-A :</u> Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.  <u>Titre 2 - Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007 : installations électriques :</u> ... Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs [...].
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 16 février 2018, nous avons constaté que le rapport de vérification annuelle des installations électriques de 2017 rédigé par BUREAU VERITAS mentionnait que la vérification n'avait été que partielle. Par visite du 7 juin 2021, nous avons constaté que les Q18 datés du 2 octobre 2019, 7 septembre 2020 et 6 septembre 2021 révélaient également que les vérifications des installations électriques étaient à nouveau partielles. Le Q18 du 16 septembre 2022 présenté à l'occasion de la visite d'inspection du 8 mars 2023 et découlant du rapport BUREAU VERITAS n°784 62/4.16.P indique encore la réalisation d'une vérification partielle.  Par courriel du 17 avril 2025, la société STEG a transmis le dernier rapport de vérification électrique dont elle dispose ainsi que le Q18 associé. Ces rapports mentionnent, pour le premier, que « <i>La vérification a consisté en : Vérification des installations électriques visibles et accessibles - uniquement sur la partie éclairage pour vérifier le bon fonctionnement des BAES</i> ».  Il apparaît donc à nouveau l'absence de contrôle intégral des installations électriques de l'établissement.  En outre, ce rapport est daté du 26 octobre 2023, soit il y a environ 18 mois. La fréquence de vérification annuelle des installations électriques n'est donc pas respectée.  <b>Non conformité n°2 :</b> La vérification des installations électriques est incomplète et n'est pas réalisée annuellement. Il est demandé à la société STEG de remédier à cette non-conformité sous un délai de 2 mois. Il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sous ce délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif à la rubrique 3260, article 10 et <u>Titre II article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007</u>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 10 de l'arrêté Ministériel du 30/06/2006</u> : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.  <u>Titre II article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007 - Moyens de lutte contre l'incendie</u> : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. En particulier, les dispositions suivantes devront être respectées : <ul style="list-style-type: none"><li>• assurer la défense extérieure contre l'incendie par deux poteaux de 100 mm normalisé (NFS 61-213), piqués directement sans passage par compteur ni by-pass, sur une canalisation assurant un débit d'au moins 2000 litres par minutes, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 100 mètres du bâtiment, accessible par les chemins praticables.</li><li>• répartir judicieusement et en nombre suffisant des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</li></ul>
<b>Constats :</b> Depuis la visite d'inspection du 13 octobre 2015, la société STEG indique ne pas réussir à obtenir d'informations sur l'état de fonctionnement des 2 poteaux incendie situés à proximité du site, ce qui avait conduit l'Inspection à lui demander qu'elle s'assure auprès des services compétents de la suffisance des débit et pression associés à ces poteaux incendie.  Par courriel du 25 janvier 2016, puis lors de la visite d'inspection du 7 juin 2021, et enfin par courriel du 17 avril 2025, la société STEG indique n'avoir pu obtenir de données relatives aux poteaux incendies de la part de la Mairie d'Argenteuil ou des pompiers. Les courriers envoyés resteraient sans réponse selon la société STEG. À ce jour, aucun élément ne démontre la capacité du réseau à répondre au besoin d'extinction incendie. Il est rappelé à l'exploitant l'importance de disposer de ces informations et de son rôle de rappel auprès des services compétents (Mairie, communauté de communes...) afin que ces derniers s'assurent de la fonctionnalité et de l'efficacité des appareils de défense extérieure contre l'incendie dont ils ont la responsabilité.  <b>Observation n°3 :</b> L'exploitant doit s'assurer que les poteaux incendie respectent les caractéristiques requises par le Titre II article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif à la rubrique 3260 , article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels,
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Lors de l'Inspection du 8 mars 2023, l'exploitant n'avait pas pu fournir le schéma des réseaux et le plan des égouts de l'établissement. Le 24 avril 2023, l'exploitant a transmis le plan des réseaux. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. [...]</p> <p><u>Article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance...</p> <p><u>Article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>Lors de l'Inspection précédente du 29 octobre 2021, il était constaté que l'Analyse risque Foudre (ARF) rédigée le 5 novembre 2012 par BUREAU VERITAS mentionnait que « <i>au vu des hypothèses retenues, des protections secondaires de niveau II seront nécessaires sur certaines lignes (Ex : ligne de surveillance de centrale incendie et moteur d'extraction de fumée, ligne d'alimentation des capteurs de niveau). En outre une équipotentialité devra être réalisée entre les canalisations métalliques de fluides (Ex :RIA) et la prise de terre. La localisation des liaisons équipotentielle doit être reportée sur un plan. L'ARF indique également qu'une procédure interdisant les opérations dangereuses durant les périodes orageuses doit être mise en place (travaux extérieurs, travaux sur les réseaux courants forts ou courants faibles).</i> ».</p> <p>Par courriel du 17 avril 2025, l'exploitant a transmis une nouvelle ARF. Cette ARF de BUREAU VERITAS EXPLOITATION datée du 13 juin 2023, référencée 80653354.1.R mentionne qu'aucun besoin de protection complémentaire contre le risque foudre n'est nécessaire. Ce document permet de lever la non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites



## N° 8 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés – Capacité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Règles de gestion des rétentions et stockages associés. Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. [..]
<b>Constats :</b> Nous avons pu constater que l'ensemble des bacs de traitement sont associés à des rétentions. Ces rétentions font partie de larges fosses maçonnées peu profondes divisées en alvéoles formant rétentions individuelles. Ces fosses maçonnées sont surmontées de caillebotis sur lesquels reposent les bacs de traitement. Il a été recensé au moins 3 fosses maçonnées.  Nous avons pu constater que les rétentions contenues dans les fosses maçonnées étaient remplies à minima à moitié de leur hauteur par le contenu des bacs de traitement. Le chef d'atelier indique que des bacs fuyards en sont la cause. Ces rétentions étant quasiment remplies, elles ne se trouvent pas en capacité d'assurer leur fonction en cas de nouveaux épandages de produit dangereux.  Par ailleurs, des produits et bacs de récupération des fuites de bacs de traitement sont entreposés au niveau des allées de circulation sans être disposés sur rétention.  Par courriel du 17 avril 2025, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- indique avoir un problème de rupture de pompe pour la vidange des rétentions et justifie qu'une commande au fournisseur avec échéance au 12/05/25 a été réalisée ;</li><li>- indique avoir demandé un devis à la société VEOLIA pour procéder au pompage des rétentions et élimination des déchets. Le devis a été fourni par l'exploitant ;</li><li>- transmet des photos montrant l'amélioration de la situation concernant les stockages sans rétention au niveau des allées de circulation.</li></ul> <b>Non conformité n°4 :</b> Le volume nécessaire aux rétentions associées aux bacs de traitement n'est pas rendu disponible par l'exploitant. Nous proposons de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés – Incompatibilité au sein d'une même rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<p><b>Constats :</b> Nous avons pu constater que des produits incompatibles entre eux étaient disposés sur une même rétention, en l'occurrence des bains de traitement contenant acides et bases reposaient sur une rétention commune (cuve n°74 mentionnée comme groupe base avec cuve 29 (numéro presque illisible) portant la mention de groupe acide).</p> <p>Il semble par ailleurs que le niveau de liquides récupérés dans les rétentions associées aux bains de traitement est quasi identique au sein d'une même fosse, ce qui serait un indicateur que les cantonnements au sein des rétentions communiquent entre-eux, exposant à un risque de mélange de produits incompatibles.</p> <p>Ce constat a également été fait au niveau du local de stockage où des produits dangereux incompatibles étaient stockés ensemble : carbonate de baryum et l'acide borique.</p> <p>Par courriel du 17 avril 2025, l'exploitant indique avoir éliminé un bain pour éviter une incompatibilité sur une même rétention et justifie de cette mise en conformité en joignant une photographie.</p> <p>L'exploitant indique également ne pas avoir identifié d'incompatibilités de produits qui soient stockés en côte à côte dans tous les secteurs de l'entreprise. Cette justification est insuffisante, il est demandé à l'exploitant de procéder à un recensement des compatibilités de produits sur son site.</p> <p><b>Non conformité n°2 :</b> Des produits incompatibles sont stockés sur une même rétention. Il est demandé à l'exploitant de corriger cette non-conformité sous un délai de 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 2 du Titre 2
<b>Thème(s) :-</b>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] l'ensemble de l'établissement est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Les parties dédiées à l'exploitation ne sont pas dans un état de propreté satisfaisant. En effet, nous avons pu constater :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- que le site est en tout point encombré et surchargé de déchets dangereux et non dangereux.</li><li>- la présence de nombreux fûts accueillant des boues de bains, dont au moins 3 d'entre eux étaient éventrés ou rendus non étanches en raison de la corrosivité des déchets qu'ils contiennent. Ces fûts éventrés déversaient leurs contenus au sol.</li><li>- la présence de palettes ainsi que des outils industriels paraissant abandonnés de longue date étaient entreposés en divers points de l'établissement (compresseurs et cuves associées...).</li></ul> <p>Cette gestion insuffisante de la propreté du site est défavorable à la prévention et la protection des divers risques associés aux installations. En cas d'événement accidentel, cet amoncellement de matières plus ou moins dangereuses peut être un catalyseur d'événement et une entrave aux bonnes conditions</p>

d'intervention des services d'incendie et de secours.

L'étude des données disponibles sur trackdéchets (voir ci-dessous) montre que les deniers déchets sortant (boues et gâteaux de filtration, résine échangeuses d'ions, emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminées, déchets d'origine organique) ont été expédiés en novembre 2023.

11 01 09*	boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses	Sortant→	9.057 t
11 01 16*	résines échangeuses d'ions saturées ou usées	Sortant→	0.25 t
15 01 10*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Sortant→	0.233 t
16 03 05*	déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses	Sortant→	0.05 t

**Non conformité n°4 :** L'établissement n'est pas maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 11 : Étiquetage des produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 1.1 du Titre 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Étiquetage des produits

**Prescription contrôlée :** Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :** Nous avons pu constater la présence de nombreux fûts, bacs, bacs de récupération des bacs dont le contenu n'était pas mentionné par un étiquetage et aucun symbole de danger n'y figurait.

Par courriel du 17 avril 2025, l'exploitant indique qu'une campagne d'étiquetage est en cours de réalisation et joint une photo pour montrer son état d'avancement.

**Non conformité n°5 :** De nombreux stockages ne comportaient pas l'indication de leurs contenus, ni les symboles de danger prévus par la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Il est demandé à la société STEG de se mettre en conformité sous un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois